

Etudiant-es:

« Lorsque le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. »

- 21 nov. 2019
- Par [ROBI MORDER](#)
- Blog : [Le blog de ROBI MORDER](#)

« Lorsque le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt » (proverbe chinois). Anas dans son message a voulu montrer pour les dénoncer la précarité et ceux qu'il considérait comme les responsables tout en mettant en avant des revendications. Les idiots furent nombreux à se contenter de tourner le regard vers une porte de ministère sortie de ses gonds plutôt que sur les réalités étudiantes. Il est temps de s'attacher à comprendre ce qu'est cette précarité étudiante qui ne se réduit pas à des chiffres.

L'étudiant Anas K. s'est immolé, tant sa souffrance lui devenait certainement intolérable. Sans rentrer dans l'intime qui lui appartient, il serait plus juste de parler de souffrance plutôt que de désespoir. Qu'il ne se sentit plus d'espoir de voir pour lui un horizon meilleur, sans doute. Mais le message qu'il a explicitement voulu comme politique, à la fois de dénonciation et revendicatif, s'adresse aux autres, à ses camarades, au monde étudiant, à l'opinion avec l'espoir que le collectif continuera un combat pour que chacune et chacun puisse vivre dans un monde fait de liberté, d'égalité, de dignité.

Et c'est de manière indigne que gouvernants et commentateurs dénoncent la « manipulation ». Je me souviens des bonzes s'immolant au Sud-Vietnam contre la politique de discrimination du gouvernement de Saïgon soutenu par la CIA et l'intervention militaire des USA. Je me souviens de l'étudiant Ian Palach, il y a 50 ans, en janvier 1969, s'immolant place Venceslas à Prague pour protester contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie; personne ne dénigra alors son message – exception faite de l'occupant et des "normalisateurs" qui tentèrent de réduire son geste à celui d'un dérangé psychiatrique.

Non, celles et ceux qui ont pris le message d'Anas pour ce qu'il dit, pour ce qu'il est, n'appellent pas au suicide. Il s'agit tout en respectant l'intime qu'il ne leur revient ni d'approuver, ni de condamner, de prendre cet événement comme un événement politique. C'est ce qu'expriment toutes les organisations étudiantes dont on notera qu'elles^[1] se sont pour la première fois depuis plus d'une décennie, réunies ensemble le 18 novembre, pris l'initiative de déposer une motion au CNESER, lancé un appel commun à la mobilisation le 26 novembre ([communiqué intersyndical étudiant](#)).

La précarité comme violence

Cet événement a mis sur la place publique ce que dans une grande discrétion, l'on peut même parler de silence médiatique, les organisations étudiantes, les associations telles ATD, le Secours populaire et d'autres ont décrit, écrit, tirant les sonnettes d'alarme. Dans les *talk-shows* télévisés on a glosé des heures et des heures sur la violence de manifestants, et oublié la violence sociale de masse que subissent ces jeunes. Or, la misère et la précarité existent, avilissent, blessent, tuent.

Combien dans l'enseignement supérieur d'autres suicides et tentatives de jeunes sont-elles restées inconnues ? Comment des ministres et autres expert-es qui ont pourtant fait des études, hautement diplômé-es peuvent négliger ces enquêtes tout en omettant les apports de Durkheim

et de la sociologie, et rester sourds et aveugles ? Ignorants ou cyniques ? Dans les deux cas, inexcusables, irresponsables!

Précarité: passé, présent...

Il est temps de s'attacher à comprendre ce qu'est cette précarité étudiante qui ne se réduit pas à des chiffres. On peut discuter des chiffres, de leur signification, de leur ampleur. 20% ? 10% ? Et même, ne serait-ce que 5% - c'est-à-dire 120 000 étudiants – c'est déjà inadmissible. Mais justement, pour apprécier la précarité on ne peut se contenter d'une photographie statistique statique à un moment donné, c'est une dynamique qu'il faut mettre en perspective, celle du sentiment d'une absence de perspective, d'un avenir bouché.

L'étudiant pauvre est un thème que l'on rencontre très tôt. Souvenons-nous du « Bachelier » de Jules Vallès au XIXe siècle. Dans le XXe siècle, dans l'entre-deux-guerres, les associations étudiantes, des intellectuels en parlent, comme on évoque déjà le « chômage intellectuel », sa « prolétarianisation »^[2]. Il y a même au moins un film qui porte le titre « l'Étudiant pauvre ».^[3] De même le pourcentage du nombre d'étudiant-es qui travaillent pour pouvoir poursuivre – et même simplement entamer – des études supérieures varie peu. L'UNEF dans les années 1950 donnait des chiffres tournant autour de 40%, il en ira de même dans les rapports et déclarations de chaque décennie suivante.

Mais ce qui change, ce sont d'abord deux éléments.

D'une part le nombre, et l'on sait qu'à un moment la quantité devient transformation qualitative. Quand il y a 100 000 ou 200 000 étudiants, 40% signifie 20 000, 40 000 personnes. Aujourd'hui, 40% c'est un million d'étudiants qui travaillent en échange d'une rémunération, c'est à dire de salariés également en études !

Et le travail étudiant a lui-même changé. Il y avait le « pionicat » (les MI-SE, maîtres et surveillants d'internat et externat) qui à la fois était un statut donnant la possibilité de gagner un salaire correct, en donnant le temps d'étudier, de réviser ses cours.

Ce statut a disparu, transformé par la politique d'insertion professionnelle en contrats précaires des moins qualifiés, non étudiants. Même pour les vendanges les viticulteurs emploient d'autres que les étudiants. C'est un constat. Le développement des stages, même (faiblement) rémunérés, a fait disparaître un bon nombre de postes en contrat de travail. Et que dire de l'uberisation, quand on demande à des étudiants de s'enregistrer en tant qu'auto-entrepreneurs pour la livraison de pizzas, pour les gardes d'enfants, faisant disparaître les protections du code du travail et en rajoutant au stress du rendement sous la surveillance d'une application sans corps ni âme.

... et avenir? La précarité comme horizon?

Et dernière, sinon principale mutation, c'est l'incertitude sur l'avenir.

L'étudiant « pauvre », qu'on qualifiait même de « méritant » pouvait supporter des conditions extrêmement difficiles parce qu'au bout il y avait, du moins à ses yeux, une meilleure situation, une promotion d'abord, puis avec la crise, une protection contre le chômage. Bref, ce sacrifice consenti durant le temps des études pouvait constituer un investissement semblait valoir le coup.

Or, même pour celles et ceux qui ne sont pas (au sens administratif et juridique) précaires aujourd'hui la précarité apparaît comme un horizon difficilement dépassable. Que les données

statistiques contredisent ce sentiment[4], cette insécurité est vécue ! De quoi l'avenir est-il fait ? De succession de contrats précaires avant de décrocher un CDI (et encore, le CDI ne garantit pas contre le licenciement) ? D'un monde du travail où le stress, l'insécurité règnent avec des méthodes de management dont on a un aperçu dans les stages ?

Ni charité, ni assistance : la dignité comme droit!

Là est une misère étudiante, qui est tout autant matérielle que morale. Où est la dignité quand l'étudiant-e est considéré comme « inactif » ou « inactive » ? Comment le travail intellectuel (c'est-à-dire ce qu'apprennent, expérimentent et produisent comme savoir les étudiant-es) – qui est pourtant partie prenante de la production de biens, de services peut-il être autant socialement méprisé ? Comment oublier que ce qu'on appelait la Révolution scientifique et technique apportait comme intégration et imbrication du savoir et de la production ?[5] Et pourtant, quand j'ai un public composite avec des étudiant-es qui sont soit en formation permanente, ou en apprentissage, soit sans statut autre qu'étudiant, c'est bien le même cours, les mêmes contenus, les mêmes travaux pour les un-es et pour les autres ! Pourquoi – pour la même activité – il y en a qui ont un salaire et d'autres pas ?

Les bourses et les aides – qu'il convient d'augmenter en tout état de cause car l'urgence est là – ne répondent qu'à une partie de la question, celle des situations individuelles. La question fondamentale demeure : qu'en est-il du corps collectif étudiantin pris non en tant qu'addition « d'enfants de... » ou « futur-es avocat-e, technicien-ne, etc. » mais bien – comme l'exposait la [charte de Grenoble de 1946](#) – « jeune travailleur intellectuel » dans le moment présent[6]. La question s'était posée concrètement à l'époque et portée par des députés socialistes, communistes, MRP avec le salaire étudiant revendiqué, devenu pré-salaire ou allocation d'études dans les débats du moment – a failli être adopté par le législateur. Prendre les étudiant-es et leur travail au sérieux[7], c'est reconnaître que les études font partie de la période d'activité, c'est aller bien au-delà de la charité, ou de l'aide sociale, c'est un droit à reconnaître, et donc à conquérir.

Robi MORDER

[1] L'Alternative, Fage, Fse, Solidaires étudiant-es, Unef. Seules L'Alternative, la Fage et l'Unef sont représentées au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche).

[2] Par exemple le numéro de mai 1935 de *La revue des vivants*.

[3] Film allemand réalisé par Georg Jacoby, sorti en 1936.

[4] Plus on sort diplômé, moindre est la durée du chômage avant de trouver son premier travail. Toutefois, cette durée de chômage augmente, et même les premiers contrats sont souvent d'abord précaires. ["Des débuts de carrière plus chaotiques pour une génération plus diplômée - Génération 2010"](#) (CEREQ).

[5] Radovan Richta, *La civilisation au carrefour*, Paris, Anthrops, 1969.

[6] Dont le principal rédacteur était Paul Bouchet, décédé en mars, et qui avait été président d'ATD ; à plus de 90 ans, il ne cessait d'attirer notre attention sur la pauvreté chez les étudiants, et la lutte pour la dignité.

[7] Y compris les recherches et les archives concernant leurs mouvements.
<https://blogs.mediapart.fr/robi-morder/blog/040418/les-prendre-au-serieux>